

AMAO-08/CAEM/G-ERSM/A

AGENCE MONETAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)



GUIDE POUR L'ELABORATION DES RAPPORTS SUR LA SURVEILLANCE MULTILATERALE

Freetown, Aout 2008

AVANT PROPOS

A la suite des séminaires de formation à l'intention des cadres des Comités Nationaux de Coordination (CNC) dans le cadre de l'élaboration des rapports trimestriels de convergence macroéconomique, un canevas de présentation desdits rapports a été adopté.

Le présent guide est élaboré dans le but de faciliter davantage le travail des CNC et de parvenir à une meilleure harmonisation des rapports qui seront soumis à la Commission de la CEDEAO et à l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAQ). Il ne prétend pas être exhaustif. C'est pourquoi, il n'a aucun caractère rigide. Il est juste préparé pour venir en appui aux cadres des CNC dans leur travail quotidien.

La qualité des rapports sera appréciée à travers le style rédactionnel, la maîtrise des questions traitées, l'esprit de synthèse, la masse des informations qualitatives et quantitatives qui appuient les argumentaires et la pertinence des recommandations formulées.

INTRODUCTION

❖ Evolution de l'environnement économique mondial

L'intérêt de donner un aperçu de l'environnement international est de mesurer les opportunités qui étaient offertes au pays mais également les contraintes qui ont pesé sur l'économie nationale. Dans cette optique, l'environnement international doit être adapté à la situation de chaque pays.

Il est attendu ici une analyse sur les aspects suivants :

- i. l'évolution de la demande mondiale à travers la croissance économique mondiale avec un accent sur les principales économies. L'effet de cette demande mondiale sur la croissance du pays pourrait être mis en exergue.
- ii. la tendance de l'inflation dans le monde notamment dans les principales économies partenaires afin d'évaluer l'évolution du différentiel d'inflation ;
- iii. le mouvement des cours de change des principales matières premières exportées par le pays ;
- iv. l'évolution des conditions financières au niveau international à travers notamment l'évolution des taux d'intérêts et des taux de change des monnaies des principaux partenaires et
- v. tous les autres types de chocs d'origine externe ayant une incidence l'économie du pays.

Il est important de rappeler ici que l'environnement international est traité dans sa globalité dans la première partie du rapport relatif au Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO (PCMC). Au niveau pays, il n'est pas nécessaire de s'étendre sur des généralités. Il convient juste de présenter les principales évolutions économiques et financières qui ont une incidence directe sur l'économie nationale. C'est pourquoi, le point qui traite de la tendance des cours des matières premières exportées par le pays revêt un intérêt particulier.

❖ **Principaux objectifs de politique économique**

Le rappel des principaux objectifs du gouvernement permet de voir entre autres, si les préoccupations en matière de convergence macroéconomique sont prises en compte dans la formulation de la politique économique du pays. A ce niveau, il est important d'indiquer les objectifs du gouvernement en termes de :

- Taux de croissance du PIB réel
- Taux d'inflation à fin de période
- Déficit budgétaire hors dons sur PIB
- Déficit du compte courant rapporté au PIB

A travers ces quatre indicateurs, il est possible de se faire une idée sur les ambitions du gouvernement d'une part et sa volonté de parvenir à la convergence d'autre part.

❖ **Principales réalisations ou résultats atteints**

Au niveau de cette partie, le rapport devra se contenter d'indiquer si les réalisations sont à la hauteur des objectifs ou non. Les raisons des performances ou contre performances seront détaillées dans la première partie.

1. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

L'analyse de la situation économique et financière devra être faite à travers les quatre secteurs classiques de l'économie.

1.1 SECTEUR REEL

L'analyse du secteur réel devra être cernée aussi bien à travers l'évolution de l'offre des biens et services que de la demande. L'analyse du secteur réel doit reposer sur les comptes nationaux et le cadrage macroéconomique ainsi que sur les statistiques de prix.

1.1.1 Evolution de l'offre globale

Au niveau de l'offre, le rapport doit mettre en exergue, la formation de la valeur ajoutée à travers la contribution des différents secteurs (primaire, secondaire, et tertiaire). Pour chaque secteur l'analyse doit indiquée les facteurs déterminants de l'évolution de la production. Ces facteurs peuvent être liés à la conjoncture internationale (évolution de la demande...), aux conditions climatiques, à l'accroissement des capacités de production ou encore des réformes politiques ou sectorielles.

Après cela, le rapport devra indiquer la tendance des importations de biens et services.

1.1.2 Evolution de la demande globale

Du côté de la demande, le rapport doit analyser l'évolution des différentes composantes de la demande globale en mettant un accent sur la consommation et l'investissement. Il s'agit en fait de mesurer l'impact de la variation du PIB sur la composition de la demande.

Dans l'analyse de l'évolution de la consommation et de l'investissement, il est utile de procéder à la décomposition entre secteurs public et privé dans le but de mesurer la part de l'Etat dans la demande globale.

A ce niveau, il convient également de rapprocher le niveau d'épargne de celui d'investissement afin de mesurer la part de l'épargne intérieure dans le financement des investissements.

Par ailleurs, il est important de donner une indication sur l'impact des exportations sur la croissance économique. Toutefois, les détails doivent être réservées au secteur extérieur.

1.1.3 Prix et Inflation

Il est attendu du rapport qu'il donne une analyse détaillée de l'évolution des prix à la consommation en insistant sur les causes des variations. Ces causes peuvent être liées à la demande ou aux coûts.

Après avoir déterminé le niveau de l'inflation et sa nature, il importe d'analyser la hausse des prix à travers les différentes fonctions en indiquant les produits ou groupes de produits les plus affectés par la hausse des prix.

La tendance de l'inflation doit être appréciée en moyenne et en glissement de fin de période.

1.2 FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

1.2.1 Finances publiques

Etant donné l'importance du budget de l'Etat dans la convergence macroéconomique de la CEDEAO (six critères de convergence sur dix sont directement liés au budget), l'analyse des indicateurs budgétaires revêt un caractère primordial.

La structure de l'analyse doit être la suivante :

- Recettes budgétaires : il s'agira d'expliquer l'évolution des recettes en distinguant les recettes fiscales et les recettes non fiscales. Au niveau des recettes fiscales, le rapport doit indiquer la part des recettes douanières et celle des recettes fiscales intérieures ;
- Dons : indiquer la part des dons dans les recettes totales.
- Dépenses courantes : structure et évolution ;
- Dépenses en capital : part financement interne et externe
- Solde global et financement : indiquer l'évolution des soldes budgétaires caractéristiques (solde primaire de base, solde global base engagements, solde base

caisse) et comment les besoins de financements ont été satisfaits (financement intérieur et extérieur).

L'analyse des finances publiques devra faire ressortir l'incidence des mesures prises par le gouvernement sur les opérations financières de l'Etat. Pour ce qui est des recettes, il peut s'agir de mesures visant l'élargissement de l'assiette fiscale, l'introduction de nouveaux impôts et taxes, le renforcement de la rigueur dans la mobilisation des recettes ou la modernisation de l'administration fiscale. En matière de dépenses, les mesures peuvent porter sur la maîtrise de la masse salariale, l'accroissement des dépenses en capital, la réduction des subventions, etc. Il peut également s'agir de décisions politiques qui peuvent avoir pour effet l'accroissement des dépenses publiques comme par exemple l'augmentation des salaires, la création de nouvelles structures gouvernementales, etc.

1.2.2 Dette publique

Le rapport devra dissocier l'analyse de la dette interne de celle externe.

1.2.2.1 Dette intérieure

Dans la présentation de l'endettement public interne, le rapport devra insister sur l'évolution de l'encours et du service. Au niveau de l'encours, le rapport distinguera l'endettement auprès du système bancaire de celui hors système bancaire. L'analyse des paiements devra prendre en compte les arriérés accumulés.

1.2.2.2 Dette extérieure

L'analyse de la dette extérieure doit s'appesantir sur l'évolution de l'encours et de sa composition (dette bilatérale, multilatérale, privée ou commerciale) afin de dégager les mécanismes d'allègement possibles. L'évolution du service de la dette doit faire l'objet de commentaires.

Dans l'ensemble, l'analyse de la dette doit être bâtie sur les ratios caractéristiques suivants :

- Encours de la dette totale sur PIB ;
- Encours de la dette extérieure sur PIB ;
- Service de la dette intérieure sur recettes fiscales ;
- Service de la dette extérieure sur exportations de biens et services.

1.3 SECTEUR MONÉTAIRE

Dans l'analyse du secteur monétaire le rapport devra aborder les décisions importantes de politique ainsi que leur incidence sur l'évolution des agrégats monétaires.

1.3.1 Décisions de politique monétaire

Le rapport devra mentionner les décisions importantes des autorités monétaires au cours de la période sous-revue. Ces décisions peuvent porter sur les conditions monétaires (taux d'intérêts, taux de réserves obligatoires...) ou l'organisation du marché monétaire comme l'introduction d'un nouvel instrument ou la décision de limiter les avances à l'Etat.

1.3.2 Évolution des agrégats monétaires

L'analyse descriptive de l'évolution des agrégats monétaires ne présente pas un grand intérêt si elle ne prend pas les facteurs déterminants. Ainsi, l'évolution des avoirs extérieurs peut avoir pour origine la nature des politiques budgétaires et monétaires, l'orientation de la balance des paiements ou encore la capacité du pays dans la mobilisation des ressources extérieures. Quant au crédit intérieur, son évolution repose sur les besoins des entreprises qui sont liés à l'activité économique, la nature de la politique budgétaire et l'orientation de la politique monétaire.

Dans l'analyse de la masse monétaire, le rapport devra aborder la répartition de l'agrégat M2 entre circulation fiduciaire et monnaie scripturale afin de donner une idée sur la préférence ou non des agents économiques pour les espèces. Il devra également s'intéresser aux dépôts à long terme qui permettent de déterminer la capacité de financer les investissements. La part des dépôts en devises est également importante dans la mesure elle peut permettre de juger de la préférence entre monnaie nationale et devises étrangères.

Le rapport doit également examiner l'évolution du taux de liquidité de l'économie ($M2/PIB$) ou à l'inverse la vitesse de la circulation de la monnaie dans le but de juger de la stabilité de la demande de monnaie.

1.4 SECTEUR EXTERIEUR

Dans une économie de plus en plus mondialisée, l'analyse des relations économiques et financières qu'entretient un pays avec le reste du monde revêt un caractère particulier.

Dans cette section, le rapport doit présenter l'évolution des composantes de la balance des paiements en mettant l'accent sur le commerce extérieur.

1.4.1 Commerce extérieur

Au niveau du commerce extérieur, l'analyste devra s'intéresser à l'évolution des échanges de marchandises à travers la tendance des exportations et importations.

L'analyse des exportations et importations doit prendre en compte l'évolution en volume et en valeur, la tendance des prix relatif, la structure par produit et la répartition géographique. Un accent particulier devra être réservée à l'analyse de l'évolution du commerce intra-communautaire. Le rapport devra toucher le niveau de la balance commerciale et son évolution. Les données de base pour l'analyse du commerce extérieure doivent être les statistiques EUROTRACE.

1.4.2 Analyse des autres postes de la Balance des paiements

L'analyse des autres soldes de la balance des paiements devra commencer par les services non facteurs dont l'évolution dépend en grande partie de la tendance du commerce extérieure et de l'infrastructure dont dispose le pays en terme d'assurance et de transport.

Quant à la balance des revenus, elle aura à traiter la tendance des services facteurs notamment les intérêts de la dette, les transferts nets de revenus.

Pour ce qui est des transferts, ils seront traités en fonction de l'entité bénéficiaire (Public et privé). Dans les transferts privés, il importe de souligner pour les pays ayant une forte communauté de migrants, l'apport de ceux-ci.

Pour conclure sur les opérations courantes, l'analyse doit s'intéresser à l'évolution du solde courant avec ou sans transferts publics.

Dans l'analyse du compte de capital et opérations financières, le rapport devra s'intéresser particulièrement à l'évolution des investissements directs étrangers. L'évolution des IDE doit être mis en rapport avec l'environnement des affaires (cadre légal et réglementaire, opportunités d'affaires, programmes de privatisation, conditions monétaires internes, viabilité du cadre macroéconomique et bonne gouvernance économique et politique).

L'analyse de la balance des paiements doit être conclue par la tendance du solde global et son financement.

1.4.3 Evolution du taux de change

En dehors de la balance des paiements, l'analyse du secteur extérieur doit s'étendre à l'évolution du taux de change. Les variations du taux de change de la monnaie nationale par rapport aux principales devises internationales (Dollar US, Euro, Livre Sterling) doivent être explicitées. Au delà des variations, l'analyste doit rechercher les raisons de

l'appréciation ou de la dépréciation de la monnaie nationale. En plus des cours du marché officiel, le rapport doit s'intéresser à ceux du marché parallèle. En effet, en Afrique de l'Ouest, le marché parallèle joue un rôle essentiel dans le développement des échanges.

A noter que l'analyse doit porter aussi bien sur les taux de change moyens que sur les taux à fin de période.

2. PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

Il importe de rappeler que les deux catégories de critères de convergence adoptées à la 22^{ème} session des conférences des Chefs d'Etats et de Gouvernement tenue en décembre 1999 à Lomé sont les suivantes:

Critères primaires:

- i) Ratio du déficit budgétaire (hors dons) / PIB (base engagement) ≤ 4 %;
- ii) Taux d'inflation de fin de période ≤ 5 % ;
- iii) Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ≤ 10 % des recettes fiscales de l'année précédente ;
- iv) Réserves extérieures brutes ≥ 6 mois de couverture des importations ;

Critères secondaires:

- i) Interdiction d'accumuler de nouveaux arriérés et apurement de tous les arriérés en souffrance ;
- ii) Ratio recettes fiscales/PIB ≥ 20 % ;
- iii) Ratio masse salariale/recettes fiscales totales ≤ 35 % ;
- iv) Ratio des investissements publics financés sur les ressources internes /recettes fiscales ≥ 20 % ;
- v) Taux d'intérêt réels positifs ; et
- vi) Stabilité du taux de change réel.

La méthodologie de calcul des indicateurs est annexée au présent guide.

Le rédacteur doit faire une évaluation de la performance du pays par rapport à ces différents critères tout en indiquant les facteurs essentiels qui ont conduit aux résultats. La performance devra être appréciée au point et en tendance.

3. HARMONISATION DE POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Niveau d'avancement du pays dans l'exécution des politiques d'harmonisation et de mise en œuvre des arrangements institutionnels définis dans les différents accords et protocoles de la CEDEAO. Les différents accords et protocoles seront communiqués aux CNC.

4. PERSPECTIVES

■ Le rapport fera une place à l'analyse des perspectives qui s'offrent à l'économie du pays. En fonction de ces perspectives, le rédacteur doit faire une esquisse des implications en matière de réalisation des critères de convergence.

C'est également ici qu'il devra mentionner les stratégies et mesures envisagées par le Gouvernement et indiquer comment ces actions auront une incidence sur l'amélioration de la convergence.

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Dans la conclusion, il s'agit de mentionner les principaux enseignements qui se dégagent de l'évolution macroéconomique et de la convergence.

En fonction de cette tendance, le rédacteur devra identifier quelques mesures et actions qui pourraient pérenniser ou renforcer les performances. Les recommandations au nombre de dix au maximum se doivent d'être claires et précises.

ANNEXE :

Le rapport devra être accompagné de tous les tableaux du questionnaire de l'AMAO.

CRITERES DE CONVERGENCE DE LA CEDEAO

Les indicateurs présentés ici sont les critères de convergence tels que définis par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement dans sa décision A/DEC.7/12/99. Le tableau fourni pour chaque critère le mode de calcul et l'interprétation.

| | CRITERE | FORMULE DE CALCUL | QUELQUES INFORMATIONS UTILES | OBSERVATIONS |
|---|--|---------------------------------------|--|---|
| 1 | Le ratio du solde budgétaire global hors dons sur le PIB nominal (RSBHD/PIB) | $RSBHD = \frac{RTHD - DT - PN}{PIBN}$ | <p>Le solde global hors dons est égal à la différence entre d'une part, les recettes totales hors dons (RTHD) et d'autre part les dépenses totales (DT) et les prêts nets (PN).</p> <p>Les recettes totales hors dons, les dépenses totales et les prêts nets sont définis conformément à la Directive n° 06/99/CM/UEMOA relative au TOFE.</p> <p>Le Produit Intérieur Brut nominal (PIBN) est égal au total de la valeur ajoutée (aux prix courants du marché) réalisée par toutes les unités de production résidentes.</p> | <p>Le solde budgétaire global hors dons rapporté au PIB mesure la soutenabilité des finances publiques en rapport avec la richesse créée. Ce ratio permet des comparaisons entre pays.</p> <p>Le solde global hors dons indique l'ampleur de l'effort réel budgétaire nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux dons qui sont souvent difficilement prévisibles.</p> <p>Etant donné que les finances publiques sont responsables de l'essentiel des déséquilibres structurels, cet indicateur a été retenu comme critère de base dans le cadre du pacte de convergence macroéconomique de la CEDEAO.</p> |
| 2 | Taux d'inflation en fin de période (TI) | $TI = 1 - \frac{IPC_n}{IPC_{n-1}}$ | <p>Pour un mois donné, c'est l'évolution entre l'indice du mois et celui du même mois de l'année précédente.</p> <p>Ainsi pour le mois de septembre 2004, l'indice était de 110,9 alors que pour septembre 2003, il était de 108,5.</p> <p>L'évolution de l'indice a donc été de 110,9 /</p> | <p>L'inflation est la hausse généralisée des prix. Elle a un impact sur le pouvoir d'achat de la moyenne.</p> <p>L'inflation en glissement annuel a été retenue car, elle traduit mieux l'évolution des prix en tendance.</p> |

| | | | | |
|---|---|--|--|--|
| | | | <p>108,5 = 1.022 soit + 2.2 %.</p> <p>L'inflation en rythme annuel à septembre 2004 était donc de 2,2 %.</p> | <p>Cet indicateur est extrêmement important pour des pays candidats à une union monétaire. En effet, l'objectif ultime de toute politique monétaire est la stabilité des prix</p> |
| 3 | <p>Le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale $\leq 10\%$ des recettes fiscales de l'année antérieure (FBCDB/RF_{n-1})</p> | $FBCDB = \frac{CNE_n - CNE_{n-1}}{RF_{n-1}}$ | <p>Les recettes fiscales sont constituées des paiements sans contrepartie et non remboursables, effectués au profit des administrations. Elles comprennent également les droits et frais perçus par les administrations n'ayant aucune commune mesure avec le coût ou l'ampleur du service fourni au payeur.</p> <p>Le financement de la banque centrale en faveur de l'Etat est mesuré par la variation des Créances nettes sur l'Etat (CNE) dans les livres de l'Institut d'émission.</p> | <p>Etant donné les effets néfastes du financement monétaire des déficits publics notamment en terme d'inflation, la tendance est à l'abandon de cette pratique.</p> <p>Mettre une limite à cette facilité de financement permet aux Etats de se préparer à l'avènement d'une autorité monétaire unique qui sera assez puissante pour résister aux pressions des Etats.</p> |
| 4 | <p>Réserves de change en mois d'importations (RCEMI) ≥ 6</p> | $RCEMI = \frac{RC}{Im pBS}$ | <p>Les réserves de change comprennent les avoirs de la Banque Centrale en or, DTS, devises et autres créances</p> <p>Les importations portent sur l'ensemble des acquisitions en biens et services non facteurs en provenance de l'étranger</p> | <p>La possibilité de la banque centrale de soutenir le cours de change de sa monnaie dépend du niveau de ses avoirs en devises.</p> <p>Par ailleurs, l'accumulation de ces avoirs est fonction de la performance du secteur extérieur du pays et de la gestion rationnelle par la Banque Centrale de ses avoirs.</p> |

| | | | | |
|---|--|------------------------------------|---|--|
| 5 | Non accumulation des arriérés intérieurs (AI) et élimination de tous les anciens arriérés | $AI = (AI_n - AI_{n-1})$ | Les arriérés intérieurs comprennent l'ensemble des engagements de l'Etat auprès de ses fournisseurs intérieurs en biens et services. Ils comprennent les anciens arriérés plus tous les ordonnancements qui n'ont pas donné lieu à un décaissement au terme de 3 mois | Compte tenu du poids de l'Etat dans nos économies, l'accumulation d'arriérés de sa part pèse fortement sur la situation de ses fournisseurs et par ricochet sur l'activité économique dans son ensemble |
| 6 | Le ratio recettes fiscales /PIB ≥ 20% (TPF) | $TPF = \frac{RF}{PIB} \times 100$ | Les recettes fiscales sont telles que définies ci-dessus | La situation financière de l'Etat est fortement influencée par les performances de son administration fiscale. Cet indicateur a été retenu pour amener les Etats à mettre davantage l'accent sur la mobilisation des recettes intérieurs. |
| 7 | Masse salariale/recettes fiscales ≤ 35% | $RMSRF = \frac{MS}{RF} \times 100$ | La masse salariale englobe les salaires et autres traitements plus les cotisations à la sécurité sociale supportés par l'Etat pour le compte de ses employés. | Les frais du personnel absorbent l'essentiel des ressources de l'Etat. Etant donné que cet Etat doit faire face à d'autres obligations (dépenses de fonctionnement, investissement...), la part des salaires doit être plafonnée. Le ratio de 35% est quelque peu inspiré des pratiques dans le secteur privé. |

| | | | | |
|---|---|--|--|--|
| 8 | Le ratio investissements publics financés sur les ressources intérieurs/Recettes $\geq 20\%$ fiscales (RIFRISRF) | $\text{RIFRISRF} = \frac{\text{IFRI}}{\text{RF}} \times 100$ | <p>Les investissements publics financés sur ressources propres comprennent toutes les dépenses en capital réalisées sur ressources propres de l'Etat. Les investissements financés sur ressources PPTE devraient être exclus</p> <p>Généralement le TOFE fournit le volume des investissements totaux et celles hors PPTE. Au cas où la valeur des investissements sur ressources propres hors PPTE n'est pas indiquée, le rédacteur devrait se rapprocher des services qui élaborent le TOFE.</p> | <p>Il est important que l'Etat consacre une part substantielle de ces ressources à la réalisation des investissements qui traduisent sa volonté de moderniser les services offerts aux citoyens mais aussi garantissent la capacité de production pour les années futures</p> |
| 9 | Stabilité du taux de change réel (TCER) | $\frac{ TCER_n - TCER_{n-1} }{TCER_n} \times 100$ | <p>Le taux de change réel désigne le prix relatif des biens entre deux pays. Il indique à quel taux il est possible d'échanger des biens d'un pays contre ceux d'un autre.</p> <p>Alors que l'agrégation des taux de changes réels bilatéraux permet d'obtenir le taux de change effectif réel (TCER)</p> | <p>L'indice du TCER est un indicateur essentiel dans l'appréciation de la compétitivité d'un pays.</p> <p>Actuellement toutes les banques centrales ne calculent pas le TCER.</p> <p>L'AMAO a en projet la mise en place d'un dispositif de calcul régulier des TCER par les Banques Centrales.</p> <p>L'AMAO considère une variation annuelle du TCER dans une bande de +/-5% est acceptable.</p> |

| | | | | |
|----|-----------------------------------|---------------------|--|--|
| 10 | Taux d'intérêt réel positif (TIR) | $TIR = (TMRE - TI)$ | <p>Les banques centrales fixent généralement un taux de rémunération minimum de l'épargne (TMRE) pour protéger les petits épargnants.</p> <p>Le taux d'inflation à considérer est le taux d'inflation en glissement annuel.</p> | <p>Un taux d'inflation réel négatif traduit une situation de répression financière qui décourage les épargnants. Etant donné l'importance de l'inflation dans l'investissement et par ricochet sur l'activité économique, il est nécessaire de préserver des taux d'intérêts réels positifs.</p> |
|----|-----------------------------------|---------------------|--|--|